

L'Adresse—M. Axworthy

On nous a beaucoup dit que le nouveau gouvernement voulait restaurer la confiance dans le pays, mais il s'y prend d'une façon bien étrange. Tout d'abord, il ne respecte aucune de ses promesses de la campagne électorale, de sorte que des centaines de milliers de Canadiens qui attendaient les emplois par dizaines de milliers après le 5 septembre, s'aperçoivent maintenant que bien au contraire, leur nombre diminue.

M. Stevens: Non.

Mr. Axworthy: Au lieu d'avoir des dizaines de milliers de nouveaux emplois, le gouvernement, par son exposé économique, a supprimé 50,000 à 60,000 emplois, et encore, c'est simplement ce que l'on peut chiffrer pour l'instant.

M. Stevens: Le nombre des emplois a augmenté le mois dernier.

M. Fennell: Et il continuera d'augmenter.

M. Axworthy: Laissez-moi vous en parler une minute. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale s'en est pris au gouvernement libéral qui aurait légué toutes sortes de problèmes au gouvernement actuel, mais il ne reconnaît pas que si les taux d'intérêt ont baissé, c'est parce que le taux d'inflation a baissé. Par conséquent, pour une fois, le ministre devrait être logique avec lui-même dans ses déclarations économiques. Je sais qu'il souffre d'avoir été détrôné de son titre de grand sabreur du parti conservateur par «Mack la terreur». Il essaie de refaire sa réputation, mais je peux lui dire que, comparé au ministre des Finances (M. Wilson), le ministre de l'Expansion économique régionale n'est qu'un amateur. En comparaison du ministre des Finances, c'est un écolier.

Ce qui importe davantage, c'est que nous avons maintenant la possibilité d'analyser à fond la stratégie économique de notre pays. Ce sont les perspectives de croissance et de progrès que nous devons vraiment examiner.

Tout d'abord, il y a le déficit. Le gouvernement s'imagine qu'il dispose de formules presque magiques pour le réduire. Il s'imagine en outre qu'une fois le déficit réduit, toutes les autres pièces du casse-tête vont se placer d'elles-mêmes à leur place et que nos concitoyens vont se précipiter dans les rues pour danser et chanter simplement parce que le gouvernement aura réussi à réduire le déficit. Quant à moi, je n'ai pas vu grand monde témoigner ainsi de leur confiance retrouvée par suite des mesures que le gouvernement a prises. Ce serait plutôt le contraire. Il y a des gens qui, dans les villages et les villes de notre pays, éprouvent de sérieuses difficultés en raison des coupures. Ils vont perdre leur emploi et voir leur échapper la chance d'améliorer leur situation économique. Ils ne pourront pas participer à la mise en valeur de leur pays, simplement parce que le gouvernement va sabrer dans les programmes, sans même se demander s'il ne va pas ainsi faire obstacle à la croissance économique.

Le gouvernement n'applique aucune stratégie industrielle, ni globale ni sectorielle. Il se contente d'appliquer à tous les secteurs les mêmes politiques. Voilà la difficulté avec laquelle les Canadiens sont aux prises.

Pourquoi les ministériels de ce côté-ci et d'en-face sont-ils à ce point obsédés par le déficit? Ils disent qu'en le réduisant, ils vont susciter de nouveaux investissements et ranimer le marché

des capitaux. Nous savons pertinemment que si le Canada a des ennuis, ce n'est pas parce que les capitaux manquent, mais parce qu'ils ne sont pas investis à bon escient. En effet, l'épargne personnelle représente près de 14 p. 100 de notre revenu disponible; pourtant, quiconque lit la déclaration économique constate qu'elle ne propose absolument rien pour faire servir ces ressources à des fins productives. Elle ne propose aucun moyen de débloquer ces capitaux. Les emprunts du gouvernement n'exercent pas de pression sur le marché des capitaux privés parce que ce n'est pas ainsi que les choses se passent au Canada. Le problème vient de ce que les capitaux ne sont pas investis à des fins utiles, productives et industrielles. Pourtant, la déclaration ne renferme rien à cet égard.

En fait de mesures fiscales, le ministre des Finances n'a fait que reprendre celles que notre gouvernement avait présentées. Les seules initiatives fiscales utiles et constructives sont celles qui ont été présentées au printemps dernier. On n'a rien prévu de plus pour le chef de petite entreprise, afin de lui apporter de nouveaux capitaux.

Le gouvernement prétend également que le déficit aura des répercussions sur les taux d'intérêt. A mon avis, c'est pure imagination. Je crois que tout analyste économique digne de ce nom reconnaîtra que nos taux d'intérêt sont très étroitement liés à ce qui se passe sur les marchés financiers des États-Unis.

Des économistes intelligents viennent tout juste d'être élus au sein du caucus conservateur. Ils devraient dire à leur nouveau cabinet que ce sont les marchés financiers américains qui dictent nos taux d'intérêt dans une large mesure. Le premier ministre s'attribue tout le mérite de la baisse des taux d'intérêt, mais il lui suffirait de lire les journaux ou les revues financières pour s'apercevoir que les taux d'intérêt pratiqués au Canada ne font que suivre l'évolution des marchés financiers aux États-Unis, et ce, depuis un certain nombre d'années déjà. Pourquoi le gouvernement a-t-il cette obsession? Il s'acharne à réduire le déficit, mais il ne nous fournit aucune stratégie ni plan d'action visant à stimuler la croissance. Il a les yeux braqués sur la réduction du déficit. Nous avons toujours su que le ministre de l'Expansion économique régionale ne manquait pas de culot, mais nous ignorions qu'il pousserait l'effronterie jusqu'à prétendre ici même qu'il est partisan de la répartition régionale. C'est bien la meilleur blague que l'on ait entendue jusqu'ici au cours de la présente session.

Le gouvernement, dans son exposé économique, a présenté des initiatives qui accroissent considérablement les coûts d'exploitation des petites entreprises de tout le pays. Cet exposé économique renferme des impôts cachés qui s'élèvent à près de 700 millions de dollars.

Qui sera touché par l'augmentation des coûts de transport? Ce sont les habitants des régions, la région Atlantique, le Nord et l'Ouest, dont les marchés sont plus éloignés que ceux d'autres régions du Canada. Pourtant, le prix de l'essence augmente de même que les tarifs du transport aérien. Le gouvernement a fait supporter un impôt supplémentaire aux entreprises établies dans les régions excentriques du pays alors que ce sont celles qui en ont le moins les moyens. C'est là un exemple de la stratégie économique du gouvernement.